19 mars 2019

Réponse du Conseil administratif à la motion du 22 février 2012 de M^{mes} Vera Figurek, Salika Wenger, Maria Pérez, Brigitte Studer, Maria Casares, MM. Olivier Baud, Morten Gisselbaek, Pierre Gauthier, Pierre Vanek, Pierre Rumo, Tobias Schnebli, Alberto Velasco, Matthias Buschbeck et M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio: «Pour l'application du statut du personnel de la Ville de Genève aux procès-verbalistes du Conseil municipal».

TEXTE DE LA MOTION

Considérant:

- que le Conseil municipal a voté le statut du personnel en juin 2010, ce qui impliquait son application au plus tard à la fin juin 2011;
- que, hiérarchiquement, le personnel du Conseil municipal est rattaché fonctionnellement au bureau du Conseil municipal et administrativement au Conseil administratif;
- que les procès-verbalistes des commissions du Conseil municipal ont été convoqués le 21 décembre 2011 à la Direction des ressources humaines afin de leur signifier leur licenciement à la fin février 2012;
- qu'un nouveau contrat de travail précarise leur situation et n'est pas conforme, notamment à ce que prévoit le statut du personnel pour les employé-e-s régulier-ère-s;
- qu'une lettre collective a été adressée le 17 janvier 2012 par les procès-verbalistes au Conseil administratif afin de s'opposer à cette décision de licenciement assortie de la signature d'un contrat lésant leurs droits;
- que, selon l'article 115, alinéa 3, du statut du personnel, les contrats de durée indéterminée de droit privé des employé-e-s régulier-ère-s sont convertis automatiquement en nomination au titre d'employé-e;
- que les contrats de durée déterminée des procès-verbalistes auxiliaires ont déjà été renouvelés,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à:

- revenir sur sa décision de licencier les procès-verbalistes de commission du Conseil municipal pour la fin du mois de février 2012;
- appliquer le statut du personnel, notamment l'article 115, alinéa 3, en nommant les procès-verbalistes au titre d'employé-e, tel que prévu dans le statut du personnel aux articles 24 et suivants, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011;
- veiller à une stabilisation de toutes les travailleuses et tous les travailleurs des commissions municipales quel que soit leur contrat de travail actuel et à garantir une égalité de traitement entre les procès-verbalistes de

commission du Conseil municipal, en concertation avec les partenaires sociaux: représentant-e-s des procès-verbalistes, représentant-e-s de la commission du personnel, représentant-e-s syndicaux-ales.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le statut du personnel de la Ville de Genève est entré en vigueur le 31 décembre 2010. Il régit les rapports de service entre la Ville de Genève et son personnel et s'applique à l'ensemble des personnes qui exercent une activité au service de la Ville de Genève et qui sont rémunérées pour cette activité.

Le personnel du Service du Conseil municipal au même titre que l'ensemble des membres du personnel est soumis aux dispositions du présent statut dès son entrée en vigueur.

Conformément à l'application de l'article 115, alinéa 3, le Conseil administratif, dans sa décision du 25 avril 2012, a confirmé la nomination avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011 de cinq procès-verbalistes de commission au titre d'employé-e-s.

Une deuxième équipe a été engagée sous contrat de droit public pour une durée déterminée, dans la mesure où les personnes ne souhaitaient pas s'engager sur le long terme ou entendaient conserver une marge de manœuvre personnelle incompatible avec les besoins du service. Par ailleurs, la durée de ces contrats a été encadrée et limitée à trois ans conformément à l'article 29 du statut du personnel.

Enfin, dans un souci d'équité de traitement entre les employé-e-s procès-verbalistes des commissions municipales, le Conseil administratif a décidé de fixer, indépendamment du type d'engagement, un traitement initial identique pour toutes les personnes concernées, correspondant à la classe G, annuité 5 pour un taux d'activité de 100% selon l'échelle de traitement de l'année concernée.

Par conséquent, toutes les dispositions nécessaires à l'application du nouveau statut du personnel de la Ville de Genève aux procès-verbalistes du Conseil municipal ont été prises. Le Conseil administratif confirme qu'aucune décision de licenciement à l'encontre des procès-verbalistes de commissions, en lien avec le changement de statut du personnel, n'a été prononcée.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le maire:
Sami Kanaan